

Ce chapitre est paru dans :
Vila B. (2023), Les collections naturalistes de la faculté des sciences de Marseille (Université d'Aix-Marseille) : du matériel d'étude à la patrimonialisation
Les Impromptus du LPED, n°7, Laboratoire Population-Environnement-Développement, UMR 151 (AMU – IRD), Marseille, 285 p.

Chapitre 9

Les publications de l'Institut colonial de Marseille et les publications associées : vers la constitution d'un corpus de la bibliothèque numérique d'Aix-Marseille Université



P. Faucompré

Bibliothèque numérique
Odyssée / Service Commun
de Documentation
Aix-Marseille Univ.

Institut
colonial

Politique
éditoriale

Numérisation

Corpus

Bibliothèque

Fonds
documentaires

Introduction

La numérisation des *Annales du Musée Colonial de Marseille* montre que cette collection n'est que la pièce centrale d'un édifice éditorial bien plus important, la face apparente et notoire d'un ensemble de publications généralistes ou spécialisées, régulières ou circonstancielles, théoriques ou pratiques, scientifiques ou administratives, neutres ou engagées. Les catalogues de bibliothèques, aussi précieux soient-ils, ne peuvent apporter qu'un témoignage incorruptible mais muet sur cette nébuleuse : seul le feuilletage et la consultation *in extenso* de cette masse documentaire permettent de comprendre la place et l'apport respectifs de toutes ces publications.

I. Les Annales du Musée colonial de Marseille

Dès sa création, l'Institut et, très rapidement, le Musée, est indissociable de sa publication principale sous son nom éponyme. Les *Annales de l'Institut Colonial de Marseille*, puis les *Annales du Musée Colonial de Marseille*, ont accompagné ces deux institutions jusqu'à leur disparition et sont restées au cours de leur existence la face publique et visible d'un institut à l'activité incessante. Avec les *Annales de l'Institut botanico-géologique colonial de Marseille* qui les ont précédées de 1893 à 1894, elles constituent aujourd'hui un patrimoine documentaire essentiel sur de nombreux plans (scientifique, technique, économique, agricole, médical et culturel)

à ce que l'on nomme l'outre-mer (Figure 1). L'accès au Musée actuel et aux collections naturalistes historiques, très partielles et très dispersées, étant matériellement et intellectuellement assez confidentiel, la numérisation des collections conservées dans les bibliothèques s'imposait afin de les rendre plus facilement accessibles à des publics aux intérêts très différents (chercheurs, documentalistes et grand public), mais tous intéressés par une période où découvertes scientifiques, exaltation patriotique, aventures exotiques, misère économique, spoliation territoriale, asservissement culturel et répressions brutales se sont entremêlés.

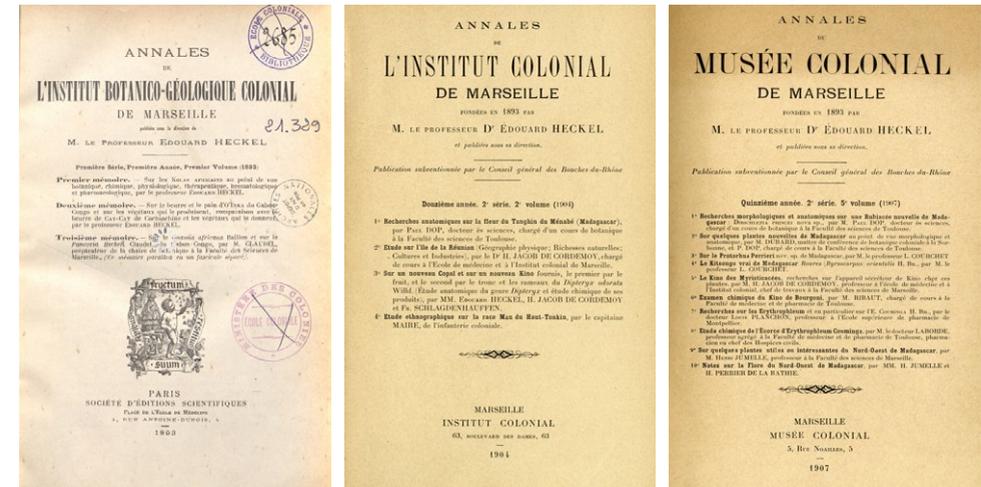


Figure 1 : Filiation de la revue scientifique créée par E. Heckel, d'abord *Annales de l'Institut botanico-géologique colonial de Marseille* (1893 à 1894) puis *Les Annales de l'Institut Colonial de Marseille* (1895-1906) et enfin *les Annales du Musée Colonial de Marseille* (1907 à 1962) (Numérisation Pascal Faucompré).

Le regroupement initial des collections a mis à jour une surprenante lacune : l'université ne possédait plus aucun exemplaire des deux premiers volumes de la publication

initiale (1893-1894) alors qu'ils figuraient bien dans l'inventaire des collections établi en 1907 par Georges Fleury (1907). Bibliothécaire infatigable, il introduisit lui-

même la première erreur du catalogue en créditant rétroactivement leur édition à l'Institut Colonial alors que leur paternité revient en fait à l'Institut botanico-géologique de Marseille.

Ironie de l'histoire, c'est justement la numérisation du catalogue historique des périodiques de la Faculté des sciences de Marseille paru dans ses propres Annales qui a révélé la disparition accidentelle ou indécrite de ces volumes. Le second bénéfice de leur numérisation est donc de pouvoir les présenter dans leur intégralité enfin rétablie un chaînage ascendant/descendant permettant de parcourir très simplement la généalogie de tous ces objets. Elle est aussi l'occasion de mesurer la volumétrie réelle de ces publications : les Annales du Musée totalisent à elles seules plus de 20 000 pages, preuve que leurs auteurs étaient d'inépuisables rédacteurs.

Dès sa première année de fonctionnement (1893), et en rupture avec les laboratoires universitaires cantonnés à leur discipline d'enseignement et de recherche, l'Institut colonial de Marseille élargit son périmètre de compétence de base, la botanique, à tous les domaines où les plantes peuvent être utiles à l'homme. Dans un même fascicule, parfois dans un même article, les questions de classification côtoient très naturellement les analyses chimiques, les procédés d'extraction, les expérimentations, la valorisation industrielle de leurs composés, leur transformation en aliments pour le bétail, et en cas de résultats décevants, leur réutilisation comme engrais, les études de toxicité, l'espoir de nouveaux médicaments...

Avec une telle ouverture d'esprit, on dirait aujourd'hui avec une telle approche

multidisciplinaire, l'Institut colonial de Marseille, puis son successeur en 1907, l'Institut colonial marseillais, s'impose comme une passerelle directe entre le laboratoire et l'usine de production (Vila, 2023). Mais il ne se borne pas à être un simple passeur : il se préoccupe tout autant en amont comme en aval, au niveau agricole, des cultures et, de leur exploitation et, pourquoi s'arrêter en si bon chemin, à l'étape de leur distribution, de leur avenir commercial.

L'Institut colonial applique aussi la réciproque : si les scientifiques ne doivent pas négliger l'aspect commercial, il faut en retour instruire les différents acteurs du marché colonial : exploitants agricoles, négociants, importateurs et armateurs. Des cours sont donc donnés à la Chambre de Commerce de Marseille, dans une sorte d'économie circulaire, servent à leur tour de matériaux de base à des publications plus étayées, publiées évidemment dans les Annales. Par exemple, E. Heckel, botaniste et médecin de formation, n'oublie jamais dans ses écrits les questions de pharmacopée et de thérapeutique. Un grand nombre de ses articles comprennent 3 parties, souvent reprises dans le même ordre : d'abord l'étude botanique, ensuite l'étude chimique, et enfin l'étude thérapeutique. Le feuilletage des sommaires de la revue montre que ses collègues et ses étudiants suivent, spontanément ou par discipline, ce plan de travail préétabli, preuve que l'intrication de ces 3 compétences était une pratique courante (Khouri, 1895).

Pour poursuivre leur entreprise d'identification des plantes et compléter leurs herbiers, les membres de l'Institut colonial se rendent eux-mêmes dans les colonies. Parallèlement, ils organisent un vaste système de collectes et



Figure 2 : Intérieur d'un village Wolof, mission A. Chevalier au Sénégal et au Soudan, Afrique occidentale française (1899-1900) et étude des Mans du Haut-Tonkin par le capitaine Maire (1904) ; Annales de l'institut colonial de Marseille, respectivement au sein des vol 9 (1902) et vol 1 (1904) (Numérisation Pascal Faucompré).

II. Les publications de l'Institut colonial Marseillais

font fréquemment appel aux administrations locales (jusqu'à s'adresser aux gouverneurs territoriaux), aux corps enseignants ainsi qu'aux personnels consulaires pour qu'ils envoient des échantillons à Marseille. Quand cela ne suffit pas, l'Institut colonial n'hésite pas à prendre en charge des expéditions (Figure 2) et commandite des émissions, parfois des personnels militaires suffisamment intrépides et ayant une bonne connaissance du terrain, pour explorer des zones géographiques peu ou mal connues, parfois hostiles de réputation (Chevalier, 1902). De cet appétit, va naître une tradition de voyages d'exploration et de découvertes scientifiques qui vont accumuler et drainer vers la métropole une somme considérable d'objets, étudiés en laboratoires et parfois échangés avec d'autres musées d'histoire naturelle.

Ces voyages ne sont pas uniquement focalisés sur la collecte botanique et agricole : certains prennent la tournure de véritables études ethnographiques (Maire, 1904) que ne renieraient pas aujourd'hui les ethnologues, même si elles restent essentiellement descriptives (Figure 2 ; Sabattini, 2023). Toutes ces expéditions ont donné lieu à des comptes-rendus détaillés : journaux de voyage, itinéraires précis, relevés cartographiques, cartes de la végétation, échantillons de plantes et de minéraux, témoignages directs, clichés photographiques, objets culturels ou usuels, et même des objets précieux négociés symboliquement. Déposés au Musée colonial, inventoriés et décrits, la plupart de ces objets ont disparu aujourd'hui, victime de la dispersion des collections du Musée ou, pis encore, de leur valeur marchande.

L'intérêt de l'Institut colonial tient aussi à d'autres facteurs historiques : au cours de son existence, la France connaît deux conflits majeurs, particulièrement dévoreurs des ressources disponibles : il faut donc trouver dans l'urgence des substituts. En réponse à l'effort de guerre, le Musée explorera certaines alternatives particulièrement inventives, comme la fabrication de papier à partir de bois-bouchon de Guyane (Douron, 1918) ou, voie prémonitoire, la transformation des graisses et d'huiles de poissons du Cambodge en hydrocarbure pour faire face à la pénurie de pétrole (Amoux, 1941). Au retour de la paix, il faudra également assurer la reconstruction d'un pays deux fois dévastés : l'Empire français est alors perçu comme un réservoir inépuisable de matières premières stratégiques avec la promesse de pourvoir aux besoins d'une population qui ne connaît que trop la pénurie et le rationnement.

Mais savoir ne suffit pas : faire connaître, c'est aussi important. Très en vogue à l'époque, les expositions universelles deviennent des événements mondiaux. Dans la même veine, le succès de l'exposition coloniale de 1906 aura une très grande répercussion sur l'Institut qui est alors profondément transformé et étendu. L'Institut colonial de Marseille à dominante scientifique devient l'Institut colonial Marseillais à vocation économique. Il comprend désormais le *Musée colonial* qui conserve un caractère résolument scientifique avec les *Cours coloniaux* assurés par des professeurs de l'Université Aix-Marseille, et, nouveautés, un *Musée commercial* et un *Office de renseignements* dédiés aux besoins documentaires des industriels, des importateurs et des armateurs (Vila, 2022).

Le nouvel institut organise à son tour nombre de manifestations avec le soutien de la Chambre de Commerce et la ville de Marseille. Outre les expositions coloniales qui auront un grand retentissement auprès du grand public (1906, 1922...), il organise également des expositions annuelles et des expositions spéciales sur des thématiques précises ciblant les pouvoirs publics locaux et les professionnels. Malgré cette notoriété, il ne perd pour autant de vue sa principale mission : le travail scientifique. Une aubaine pour la connaissance historique : contrairement

aux foires et expositions commerciales classiques dont il ne reste bien souvent que les catalogues, des publicités et des clichés photographiques, les expositions spéciales sont l'occasion d'organiser en parallèle des congrès où sont invités à participer les meilleurs spécialistes des questions traitées (V^e Exposition spéciale Cafés, 1913 ; Congrès sur le manioc, 1949). Ces congrès donneront lieu à la publication de leurs actes où sont reproduits l'état de l'art, les communications relatives aux difficultés du moment, les perspectives à venir et les débats (Figure 3).

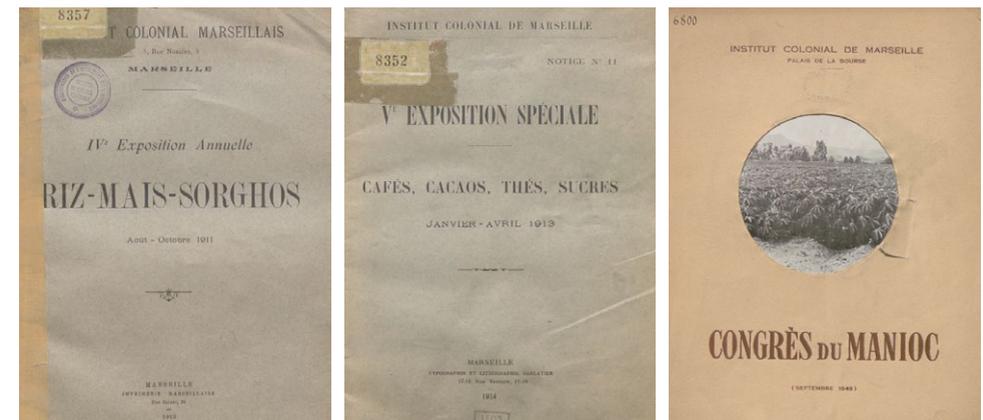


Figure 3 : Les expositions et congrès, lieux de rencontre et d'échanges des spécialistes. Sous l'égide de l'Institut colonial de Marseille : 1911, IV^e exposition annuelle dédiée au riz, maïs, sorghos ; 1913, V^e exposition spéciale dédiée aux cafés, cacao, thé et sucres ; 1949, Congrès du Manioc (Numérisation Pascal Faucompré).

On apprend ainsi que la quasi-totalité du maïs importé en France (1911) en provenance du Tonkin et du Dahomey arrive avariée (Congrès maïs-sorgho, 1911). Il faut en comprendre la raison : les variétés sont-elles en cause ou leur conditionnement, ou encore leurs conditions de transport ? Il faut y remédier et l'Institut n'hésite pas à consulter des experts extérieurs. Idem pour le cacao :

il faut expérimenter de nouvelles variétés développées dans d'autres pays. Comment également lutter contre certaines maladies ? L'Institut analyse des publications en langues étrangères, mentionne des travaux d'origine néerlandaise et obtiendra même l'autorisation de s'en inspirer. S'il revient aux colonies de prendre davantage leurs responsabilités en matière d'exportation, l'État français n'est pas

non plus épargné par la critique : les données statistiques fournies par l'Office Colonial sont incohérentes, indigentes, trop tardives et pour tout dire, absolument sans intérêt (La production des possessions françaises en 1911 et 1912). Aussi, pour connaître la production réelle des colonies, l'Institut définit ses propres tableaux statistiques, les adresse aux gouvernements locaux et publie sa propre compilation complétée de quelques données provenant de l'Office Colonial et du *Journal Officiel* !

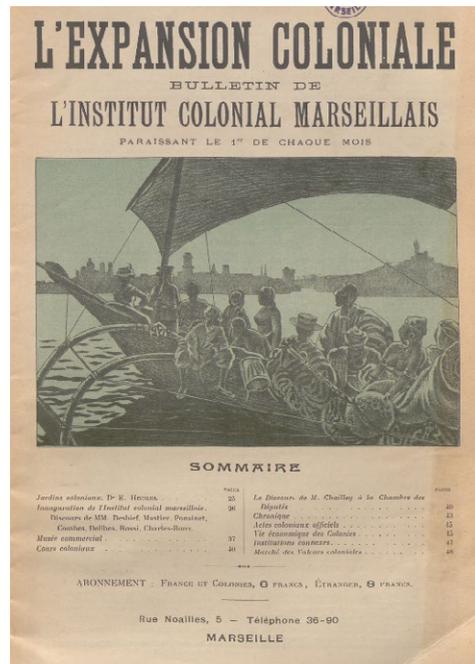


Figure 4 : L'expansion coloniale, bulletin de l'Institut Colonial Marseillais (1907-1917). Premières phrases du premier numéro : « Ce titre résume le but de l'Institut Colonial Marseillais et contient tout son programme... L'expansion a d'abord été territoriale ; elle est aujourd'hui économique ». (Numérisation Pascal Faucompré).

Par ailleurs, pour amplifier l'écho des *Annales* bien au-delà des seuls milieux académiques, l'Institut colonial Marseillais lance dans la foulée de sa création un nouveau mensuel, l'*Expansion coloniale*, qui affiche sans détour l'ambition économique de la France à travers son expansion territoriale, l'exploitation de nouveaux territoires et la promesse de nouvelles industries qui font appel à la science (Figure 4).

Comme pour d'autres institutions, la Première Guerre mondiale est un tournant dans la vie de l'Institut colonial : dans son effort de guerre contre l'Allemagne, la France mobilise son Empire Colonial et prend davantage la mesure de son immense potentiel, tant matériel qu'économique et humain. Son rôle s'en trouve renforcé mais son fondateur H. Heckel, ne connaît jamais la fin du conflit et les bénéfices de cette reconnaissance nationale : il décède au cours de l'année 1916. Son successeur, Henri Jumelle, son plus étroit collaborateur, est nommé à la tête du Musée colonial et reprend la direction de la publication des *Annales* du Musée colonial dans lesquelles il publie ses études depuis le début du siècle.

Cette succession n'est pas sans conséquence sur l'institution. E. Heckel était habité par une mission et une passion : celle de créer un grand institut de recherches coloniales et un grand musée commercial qui donneraient davantage d'ampleur encore à son Musée. Il en formulera par écrit la demande au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes dès 1895 (Archives CCIAMP - cote MJ-9.1.0.1). Comme tout pionnier, il aura le mérite mais aussi la difficile tâche de convaincre la sphère académique, le milieu industriel, la Chambre de commerce et les

personnalités influentes. Un homme politique parlera de son œuvre comme d'un « véritable apostolat ». Ses vœux seront comblés avec, en consécration, la création inédite d'un véritable enseignement colonial. H. Jumelle, au contraire, est un pur universitaire : il doit gérer un héritage (au sens figuré comme au sens propre du terme, Heckel ayant légué toutes les collections du Musée à la Faculté des sciences) qu'il n'aura de cesse de consolider sur le plan scientifique au prix d'une quête inlassable de subventions, malgré l'allocation annuelle, généreuse mais insuffisante, que lui accorde la Chambre de Commerce. Ce sera sous sa direction que seront établis des catalogues descriptifs des collections du Musée, véritables inventaires raisonnés assortis de descriptions scientifiques, parfois complétées de données statistiques (prix du Kg de certaines épices, la vanille par ex., sa production mondiale, la valeur de ses exportations) et même de notices sur leur utilisation. Huit catalogues géographiquement sélectifs seront édités entre 1916 et 1935, correspondant exactement aux années où il dirigea l'institution (Jumelle, 1916-1935).

Mais H. Jumelle ne s'arrête pas à une comptabilité tâcheronne d'un tel patrimoine : il participe aussi aux revues spécialisées à un rythme si soutenu que ni l'avancée des sciences et techniques, ni les demandes de l'industrie, ni même encore les nécessités de la guerre et les besoins de la reconstruction, ne sauraient totalement expliquer, avec par ordre d'apparition :

- Bulletin des céréales et des plantes à féculs (1914-192 ?),
- Bulletin des matières grasses (1917-1946),
- Bulletin des caoutchoucs (1919-1921),
- Produits coloniaux et matériel colonial (1925-1938),

- Bulletin du Congrès permanent du régime douanier colonial (1926),
- Annuaire économique colonial : commerce et production des colonies françaises et des matières premières coloniales (1927-1930).

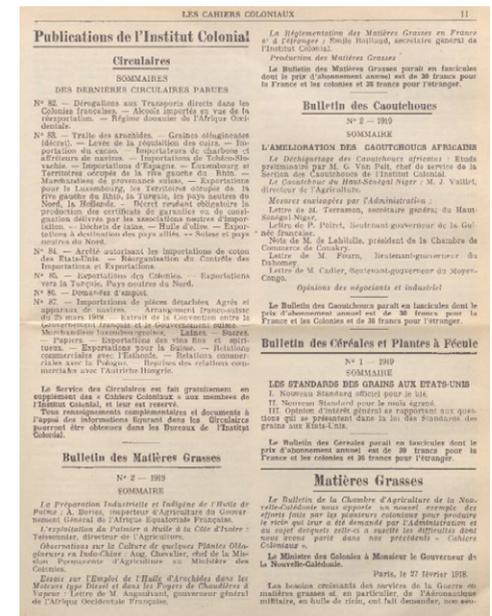


Figure 5 : Liste et contenus des publications de l'Institut colonial Marseillais parues au sein des Cahiers coloniaux : Bulletin des matières grasses, Bulletin des caoutchoucs, Bulletin des céréales et des plantes à féculs. (Numérisation Pascal Faucompré).

Toutes ces publications sont focalisées sur des produits alors jugés stratégiques sur le plan national et sont destinées à un lectorat professionnel très ciblé. Elles offrent en même temps une très grande visibilité de l'impressionnante palette de compétences et d'expertises qu'affiche volontiers l'Institut (Figure 5).

III. Quelques sources extérieures à l'Institut colonial

Sans reconnaître explicitement qu'ils succèdent de fait à l'*Expansion coloniale* qui cessa de paraître en 1917, l'Institut crée *Les Cahiers coloniaux* en 1918. L'objectif affiché dans le tout premier éditorial est sans aucune ambiguïté : « *Le Conseil d'Administration de l'Institut Colonial a décidé de publier sous ce titre un organe qui aura spécialement pour but de contribuer à faire connaître, de la manière la plus large possible, les documents qui peuvent être considérés comme résumant les aspirations de nos Possessions et qui, d'une manière plus immédiate, se rapportent à la solution des problèmes qui se posent au point de vue de leur gestion économique* » (Cahiers coloniaux, 1918).

Par un subtil renversement, les Cahiers coloniaux ne sont pas là pour éclairer de lointaines contrées peuplées de populations ignares : tout au contraire, ils ont pour seule ambition de répondre sur le mode documentaire aux questions économiques, réglementaires et fiscales que posent ceux qui exploitent les territoires colonisés et de contribuer à leur bien-être et à celui des autochtones. A la sortie de la Seconde Guerre mondiale, cette revue, très en prise avec les réalités économiques et sociales du terrain, évoluera profondément à l'inverse des Annales, très éloignées des conflits et peu perméables aux cataclysmes de l'histoire et qui garderont à l'identique leur aspect initial jusqu'à leur disparition au début des années 1960 (Études d'Outre-mer, 1952-1960).

Durant toutes ces années, l'Institut continuera d'organiser des congrès en prise avec l'évolution des techniques et des intérêts économiques du pays, stratégie qui lui permet de réaffirmer sa position de référent incontournable sur toutes les questions coloniales d'ordre scientifique et technique.

La proximité institutionnelle de l'Institut et de la Faculté des sciences et la notoriété des auteurs expliquent certainement la fréquence élevée où E. Heckel est cité dans les *Annales de la Faculté des sciences* (310 occurrences). Si H. Jumelle n'y apparaît que 60 fois, il y est invité régulièrement tout au long de sa carrière en raison de ses études : le Congo en 1898, un jardin expérimental aux portes de Marseille en 1904 (à la Rose !), à Madagascar en 1914 et en Norvège en 1933.

Entre les deux guerres, le *Bulletin économique et financier du Sémaphore de Marseille* et son successeur (1920-1944) accorderont une attention particulière à la vie et à l'activité de l'Institut colonial. De 1920 à 1934, son sous-titre affichait un acte de foi d'une totale transparence : *Revue d'expansion française par la Méditerranée* pour devenir *Revue des intérêts méditerranéens* de 1934 à 1941. Le supplément économique Sémaphore (la cible de la revue n'est pas scientifique) se fait d'autant plus l'écho de l'Institut colonial qu'il partage la même conviction de la nécessité de développer l'Empire colonial (Sémaphore de Marseille, 1941-1944). Par ailleurs, l'éditeur marseillais Paul Barlatier, est membre du conseil d'administration de l'Institut : il est donc tout acquis aux idées que défend l'Institut. Dans ses colonnes, la cause coloniale y est présentée sans détour « *Pourquoi colonisons-nous ? Pour nous enrichir parbleu* ». Mais est-ce la seule et unique raison ? Pour ce journal, la cause est entendue : il est évident que les marseillais auraient pu s'enrichir s'en se donner tant de mal. Alors : « *Faire le bonheur de l'humanité ? Oui si l'on veut* ». Le supplément économique du Sémaphore et l'Institut partagent évidemment un idéal commun sur

une modalité qu'ils croyaient, parfois à leur corps défendant, sincèrement humaniste. Pour cette raison, on comprend l'intérêt plein de curiosité du Sémaphore pour l'avènement des moteurs à combustion interne dédié à la propulsion des navires. Les diesels remplacent la propulsion à vapeur, et marquent une évolution considérable pour le commerce maritime, notamment pour le commerce colonial (1923) et pour l'avenir de la production des produits coloniaux (1931). H. Jumelle comprend alors que la consommation des produits coloniaux ne dépend pas d'obligations administratives mais de l'éducation du goût : comment donner envie aux français de consommer des fruits et légumes s'ils ne les connaissent pas ? Les expositions spéciales auront la double mission de faire connaître les produits et d'en promouvoir la consommation en expliquant leur intérêt et leur mode d'emploi.

IV. L'Institut colonial : une cartographie multidisciplinaire inédite

En 1927, à l'occasion de son 20^e anniversaire, paraît la première monographie consacrée à l'histoire de l'Institut colonial Marseillais (Baillaud, 1927) : elle reconnaît son apport aux entreprises et sa totale réussite dans la création d'un organe de documentation et d'études coloniales dont l'utilité apparaît de plus en plus grande (Figure 6).

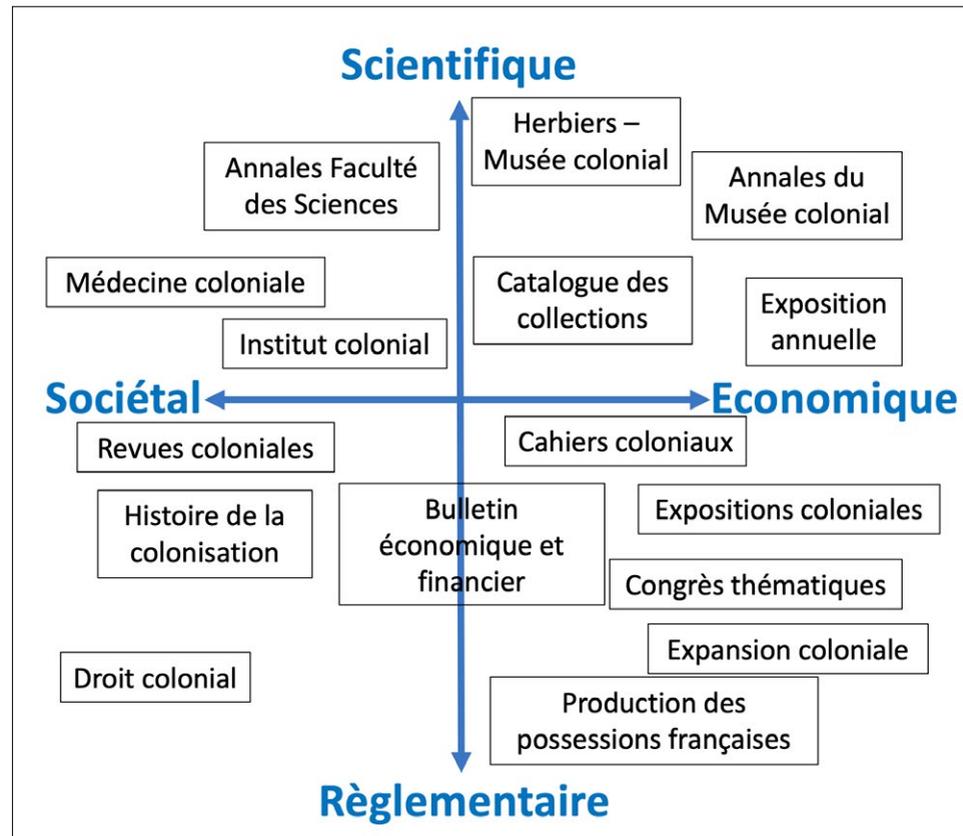


Figure 6 : La politique éditoriale du Musée couvre de nombreuses facettes de la réalité coloniale.

Ce bilan si flatteur tient à plusieurs facteurs mais est surtout dû aux compétences multiples, complémentaires et reconnues de ses équipes, compétences qui lui assureront ce positionnement si particulier, et si novateur à l'époque, par rapport aux acteurs de l'économie coloniale.

Sans l'afficher explicitement, peut-être même sans l'avoir planifié au départ, l'Institut colonial a créé un large réseau de thématiques très cohérent : certaines évidentes et notoires s'imposaient d'elles-mêmes, d'autres plus distantes et discrètes, qu'il a fallu progressivement identifier. Toutes sont solidarisées par un unique point focal : assurer le dynamisme de l'économie coloniale considéré comme intérêt supérieur de la France par toutes les études scientifiques et techniques nécessaires.

Sachant qu'il fait autorité, il n'ignore pas qu'il tient une place centrale dans ce dispositif, au prix d'un travail inlassable. En retour, l'Etat n'est pas totalement ingrat : le 3 mai 1923, l'Institut colonial de Marseille est reconnu d'utilité publique, une consécration qui va au-delà du cercle marseillais. Et il est écouté : pour l'application de certaines taxes ou la fixation de certains tarifs douaniers, l'administration fiscale s'en remet à son expertise pour qu'il confirme ou infirme le classement de certaines plantes dans telle ou telle catégorie : l'enjeu n'est pas négligeable et les contestations ne manquent pas. Par exemple les matières grasses, au prix élevé et à forte valeur ajoutée, sont en général plus taxées que d'autres produits. L'Institut colonial joue le rôle d'arbitre, nul besoin d'experts devant un tribunal.

excède les seules ressources documentaires de l'université, ce qui justifie l'appel à des partenaires historiquement détenteurs d'archives et de documents essentiels à la reconstitution et à la compréhension de cette constellation.

Certaines collaborations ont un aspect décisif, notamment celle avec la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Marseille, tant impliquée et très tôt dans cette aventure. En plus de la documentation imprimée, elle détient des archives uniques, notamment l'intégralité des procès-verbaux manuscrits des séances du Conseil d'administration (1895-1960), des correspondances et divers rapports originaux.

La couverture d'une thématique aussi vaste

V. L'effacement de l'Institut colonial au profit d'organismes publics spécialisés

Après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne affirment des principes peu compatibles avec le maintien en l'état des empires coloniaux. En 1946, la France, qui n'a toujours pas renoncé à sa grande mission « civilisatrice » adopte un projet de loi qui rebaptise l'Empire colonial, parfois appelé l'Empire français, en Union française, ainsi définie : « *La France forme avec les territoires d'outre-mer et leurs populations d'une part, et avec les États associés d'autre part, une union librement consentie dont les ressortissants jouissent des droits et libertés de la personne humaine garantis par la présente déclaration* ». Cette évolution transparaîtra dans les publications de l'Institut, notamment dans les Cahiers coloniaux qui abandonnent, à partir de la fin des années 1940, leur politique éditoriale plutôt généraliste au profit d'une vision plus technicienne avec des numéros spéciaux thématiques très ouverts sur l'actualité (certains issus des congrès spécialisés), qui prennent en compte les besoins des populations locales et dont les préoccupations nous paraissent aujourd'hui nettement plus contemporaines. A notre connaissance, c'est dans cette revue qu'apparaît pour la première fois le terme colonialisme dans la sphère de l'Institut.

Avec son approche résolument scientifique doublée de son éclectisme coutumier, l'Institut colonial poursuit son travail de dialogue entre les acteurs. Par exemple :

- le problème du manioc, c'est le mauvais conditionnement de l'amidon : techniciens, ingénieurs agronomes et importateurs de l'AOF doivent s'entendre,
- le Congrès sur la pêche dans l'Union française (1950) s'achève sur les perspectives de techniques de pêche plus modernes, à

enseigner aux marins, comme la détection ultrasonore des bancs de poissons,

- le Congrès consacré au froid (1951) présente les techniques de réfrigération pour transporter et conserver les denrées en Outre-Mer. Les habitants des zones tropicales pourraient-ils profiter de ces avancées industrielles (la ventilation et le réfrigérateur) ?
- dans son numéro dédié au machinisme agricole (1950) et dans le sillage de l'agriculture américaine, la France engage les DOM-TOM et ses agriculteurs dans un productivisme accéléré, au nom du progrès...

La multiplication de ces congrès oblige l'Institut à monter de nombreuses collaborations extérieures et toujours plus spécialisées, certaines couvrant des domaines qu'il ne maîtrise nullement. Dès la fin du XIX^e siècle, la France avait ouvert des services et des stations de recherche dans ses plus grandes colonies où la santé, l'agriculture et l'activité industrielle posaient des difficultés majeures. Dans les années 1930 et 1940, la nécessité de les réorganiser amène l'Etat à créer une dizaine d'instituts de recherche autonomes adossés à des formations spécifiques et des profils de chercheurs de bon niveau dans leurs spécialités respectives. En 1941, la question de la réorganisation de la documentation et de la recherche coloniales est également posée. A cette occasion, le Secrétaire d'Etat aux Colonies demande à la Chambre de Commerce de Marseille une note sur le travail de l'Institut colonial. Apparemment, restée sans suite. Restée réellement sans suite ?

S'agit-il d'une pure coïncidence ? La majorité des services de recherche issus de cette réorganisation survivra à la décolonisation,

souvent sous des appellations différentes, ce qui permettra à la métropole de conserver un haut niveau de recherche scientifique et technique dans ces secteurs : caoutchouc, huiles, oléagineux, coton et autres textiles exotiques, fruits, agrumes, café et cacao, etc. Il est de notoriété que tous ces secteurs constituaient depuis des décennies les domaines de compétence par excellence de l'Institut colonial parce qu'il avait compris très tôt qu'ils étaient essentiels, certains stratégiques. Le maintien de structures aussi doublon ne pouvait que devenir problématique à terme : l'Institut colonial, resté à l'écart de la création des services de recherche nationaux disparaît donc, entraînant l'arrêt définitif de ses Annales en 1961 et dont les parutions s'espaçaient de plus en plus depuis les années 1950. Les Cahiers coloniaux, remplacés en 1952 par les Etudes d'Outre-mer de l'Institut Français d'Outre-mer, cessent à leur tour de paraître en 1960.

Une première fois rassemblés à la fin des années 1950 sous un Comité de liaison, ces organismes seront fusionnés en 1984 dans le groupement d'études bien connu aujourd'hui : le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). Parallèlement, l'ORSC (Office de la recherche scientifique coloniale) créé en 1943, changera deux fois d'appellation entre 1944 et 1953, tout d'abord Orsom (Office de recherche scientifique d'outre-mer) puis Orstom (Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer). Devenu depuis l'IRD (Institut de recherche pour le développement), il a un statut d'établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST), sous la double tutelle du ministère de l'enseignement

supérieur et de la recherche, et du ministère des affaires étrangères et européennes. Historiquement surtout présents dans les DOM et les pays africains, ces deux instituts de recherche sont engagés aujourd'hui dans de nombreux programmes de coopération et de recherche fondamentale avec les pays d'Amérique latine, d'Asie du Sud-Est et les pays arabes (L'organisation et les travaux de la recherche agronomique dans l'Union Française d'Outre-Mer, 1951).

Parallèlement à ces réorganisations administratives, un nouveau modèle de la recherche est en train d'émerger : construit sur des collaborations, parfois des rivalités, nationales et internationales, elle s'organise en fronts de recherche qui privilégient des modes de diffusion plus rapide que la publication académique traditionnelle au rythme de publication jugé trop lent (Annales, thèses) : les *proceedings* des conférences se multiplient, toute avancée se traduit immédiatement en *short communication* publiée dans des revues toujours plus nombreuses et ultraspecialisées. Compte tenu du mode d'évaluation de la recherche et des chercheurs et de son mode de financement, la course à la publication s'impose comme modèle dominant, justifiée par des études scientométriques aux fondations théoriques faiblement argumentées et parfois biaisées. Cette évolution et l'éclatement des universités au début des années 1970 seront délétères à une grande partie des publications traditionnelles (excepté en sciences humaines) : aucune des 4 Annales de l'université d'Aix-Marseille ayant comme périmètre les Facultés ne survivra à cette décennie.

VI. Conclusion

Le Musée et l'Institut colonial doivent probablement leur longévité (70 ans) à leurs travaux remarquables dans de nombreux domaines mais aussi au fait qu'ils n'ont jamais remis en cause frontalement les pouvoirs en place ni les présupposés idéologiques qui justifiaient qu'un Etat s'approprie une bonne partie des continents et des océans, sans s'embarrasser outre mesure de questions morales encombrantes. Cependant, son fondateur, E. Heckel était intimement convaincu que la colonisation devait rester avant tout « *une grande école d'humanité et de justice* ».

Si l'histoire politique et l'évolution de la recherche lui ont été doublement fatal, il nous a légué un patrimoine documentaire et des collections naturalistes de premier plan qui éclairent, pour le meilleur et parfois pour le pire, l'histoire de bien des nations, sans falsification possible. La numérisation poursuivie ici n'en est que le modeste prolongement. Paradoxalement, les organismes de recherche qui lui ont succédé en absorbant partiellement ses activités ont conservé cette vision d'un travail scientifique d'autant plus fertile qu'il reste ouvert à tous leurs domaines connexes.

Amoux J.

- 1941. Contribution à l'étude de la transformation des graisses et huiles de poissons en hydrocarbures. *Annales du Musée colonial de Marseille* 1941(9) : 1-13.

Archives CCIAMP

- Côte MJ-9.1.0.1 : Cours coloniaux de l'Institut colonial de Marseille : correspondances échangées entre 1895 et 1923. Archives de la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille. <https://odyssee.univ-amu.fr/items/show/854>.

Baillaud E.

- 1927. L'Institut colonial de Marseille, 1906-1926. <https://odyssee.univ-amu.fr/items/show/484>.

Chevalier A.

- 1902. Un voyage scientifique à travers l'Afrique occidentale, Soudan français, Sénégal, Casamance. *Annales de l'Institut colonial de Marseille* 1902(9) : 3-159.

Douron E.

- 1918. Essai de fabrication de papier avec le bois-bouchon de la Guyane française. *Annales du Musée colonial de Marseille* 1918(6) : 11-14.

Fleury G.

- 1907. Le catalogue des périodiques français et étrangers de la BU d'Aix-Marseille. *Annales de la Faculté des sciences de Marseille* 1907(16-1) : 12.

Institut colonial de Marseille

- 1912. IVe Exposition annuelle. Riz-Maïs-Sorghos. Août-Octobre 1911

Institut colonial de Marseille

- 1913. La production des possessions françaises en 1911 et 1912. <https://odyssee.univ-amu.fr/items/show/398>.

Institut colonial de Marseille

- 1914. Ve Exposition spéciale. Cafés, cacao, thés, sucres. Janvier-Avril 1913. <https://odyssee.univ-amu.fr/items/show/410>.

Institut colonial de Marseille

- 1918-1951. Les cahiers coloniaux. <https://odyssee.univ-amu.fr/items/show/475>.

Institut colonial de Marseille

- 1949. Congrès du manioc et des plantes féculentes tropicales des territoires de l'Union Française, 24 & 26 sept. 1949. <https://odyssee.univ-amu.fr/items/show/459>.

Institut colonial de Marseille

- 1951. L'organisation et les travaux de la recherche agronomique dans l'Union Française d'Outre-Mer, 1951. <https://odyssee.univ-amu.fr/items/show/661>.

Institut d'Outre-mer

- 1952-1960. Etudes d'Outre-mer. <https://odyssee.univ-amu.fr/items/show/861>.

Jumelle H.

- 1910-1935. Catalogue descriptif des collections botaniques du Musée colonial de Marseille. <https://odyssee.univ-amu.fr/items/show/152>.

Khouri J.

- 1895. Contribution à l'étude botanico-chimique du Goyavier (*Psidium pomiferum* L.). *Annales du Musée colonial de Marseille* 1895(2) : 79-154.

L'Expansion coloniale : bulletin de l'Institut colonial marseillais

- 1907-1917. <https://odyssee.univ-amu.fr/items/show/339>.

Maire

- 1904. Etude ethnographique sur la race Man du Haut-Tonkin. *Annales du Musée colonial de Marseille* 1904(2) : 139-367.

Sabattini B.

- 2023. Le musée colonial de Marseille, du projet scientifique initial à la découverte des cultures de l'Empire. *Les impromptus 7* : 240-261.

Sémaphore de Marseille

- 1941-1944. Bulletin économique et financier, supplément économique du Sémaphore, 1941-1944. <https://odyssee.univ-amu.fr/items/show/670>.

Vila B.

- 2023. Histoire du Musée colonial de la Faculté des Sciences de Marseille. *Les impromptus 7* : 114-126.